



21 octobre 2015

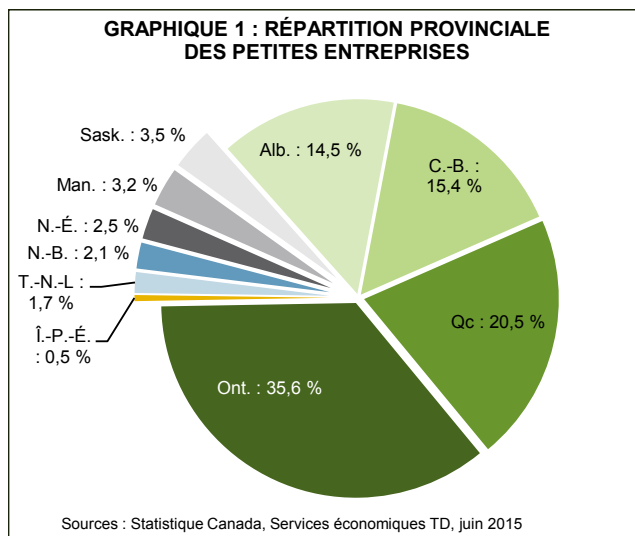
LES PETITES ENTREPRISES FONT PREUVE DE RÉSILIENCE EN PÉRIODE DE TURBULENCE

Faits saillants

- Les petites entreprises représentent une part importante de l'économie canadienne. Malgré les remous, le secteur des petites entreprises a réussi à se maintenir à flot, devenant même un moteur important de la croissance de l'emploi.
- Certains secteurs typiquement associés aux petites entreprises, comme les services professionnels et l'immobilier, ont tendance à mieux résister aux vents contraires, en raison, sans doute, des compétences spécialisées qui y sont requises.
- À la lumière des obstacles auxquels l'économie canadienne a dû faire face cette année, de nombreux propriétaires sont préoccupés par ce que l'avenir réserve à leurs petites entreprises. Dans les provinces productrices de produits de base, le retour à la croissance sera lent. Dans le reste du pays, toutefois, l'avenir est plus prometteur.
- Les secteurs qui peuvent tirer parti des conditions économiques actuelles, en particulier de la faiblesse du huard, devraient se distinguer. Pensons notamment aux secteurs du transport et de l'entreposage, du tourisme et des services professionnels.

Les petites et moyennes entreprises sont un des moteurs de l'économie canadienne. Nombreuses, elles représentent historiquement environ 40 % du PIB du Canada et jouent un rôle important pour le marché de l'emploi. Un tel poids économique signifie que les petites entreprises sont aussi exposées que les plus grandes, sinon davantage, aux fluctuations du cycle économique. Elles ont de nouveau été mises à l'épreuve récemment par deux trimestres consécutifs de recul – soit une récession dite « technique ».

On serait porté à croire que les petites entreprises, dont les activités sont généralement moins diversifiées que celles des grandes entreprises et qui possèdent des réserves de liquidités moins importantes (toutes proportions gardées), auraient tendance à être à la traîne en période de ralentissement économique. Toutefois, cette année, les petites (et moyennes) entreprises ont surclassé les plus grandes, du moins sur le plan de l'emploi. Bien que les difficultés touchent principalement les secteurs minier et manufacturier, dans lesquels on trouve surtout de grandes entreprises, et que cela explique en partie cette solidité relative, nous croyons que d'autres facteurs entrent en jeu. En y regardant de plus près, on constate que



les petites entreprises sont de moins en moins touchées par les fluctuations économiques en raison d'une plus grande orientation vers les services.

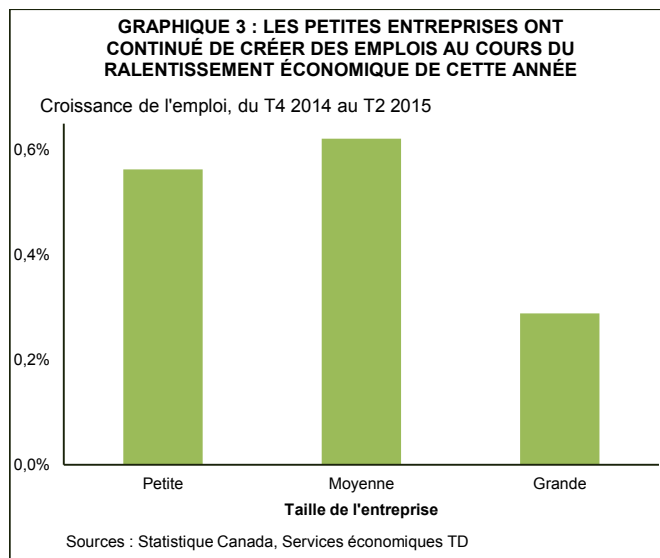
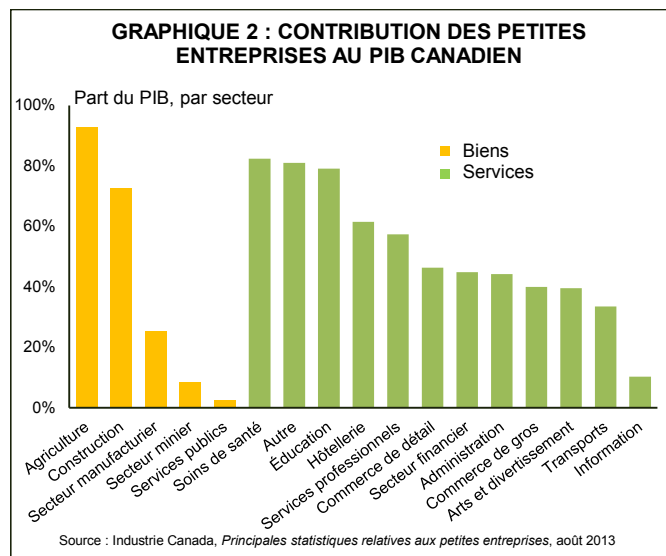
Cela dit, nous devons aussi reconnaître que les propriétaires de petites entreprises sont beaucoup moins confiants quant à l'avenir de l'économie canadienne qu'ils ne l'étaient à pareille date l'an dernier. Les pressions sur l'économie devraient toutefois s'alléger au cours des prochains trimestres, et cette perspective incite à l'optimisme. Le dynamisme du marché intérieur continuera à favoriser le secteur des services (reconnu pour sa concentration de petites entreprises), et la croissance des exportations devrait offrir de nouvelles occasions aux petites entreprises entrant dans la chaîne d'approvisionnement.

Les petites entreprises ont un rôle économique prépondérant

En juin 2015, il y avait au Canada un peu plus de 1,2 million de petites entreprises (comptant moins de 100 employés), soit environ 98 % de l'ensemble des employeurs privés au pays. Comme l'illustre le graphique 1, ces entreprises étaient principalement situées en Ontario (36 %) et au Québec (21 %), ainsi qu'en Colombie-Britannique (15 %) et en Alberta (15 %).

Selon Statistique Canada¹, les petites entreprises compaient à elles seules pour 41 % du produit intérieur brut (PIB) de tout le secteur privé au Canada en 2008. En fait, dans certains secteurs, comme ceux de l'agriculture (93 %) et des soins de santé (82 %), les petites entreprises représentaient presque la totalité de la production.

Soulignons également que si les petites entreprises



étaient autrefois réparties dans les secteurs les plus importants de l'économie (graphique 2), elles sont maintenant concentrées dans le secteur des services (près de 80 % des petites entreprises exerçaient leurs activités dans ce secteur en juin 2015).

La répartition des petites entreprises entre les différents secteurs pourrait expliquer la résilience dont elles ont fait preuve au premier semestre 2015. En effet, au cours de cette période, le PIB réel du secteur de la production de biens s'est contracté de 2,8 %, alors que celui du secteur des services a enregistré une croissance modeste de 0,7 %. Une vigueur également observée dans le marché de l'emploi : les petites entreprises ont créé plus de 43 000 postes, ce qui équivaut à près de la moitié de l'ensemble des gains d'emplois. D'autres indicateurs témoignent de la solide croissance du secteur, notamment la création de 44 000 entreprises depuis juin 2014.

La création d'emplois en période de repli : un signe de résilience

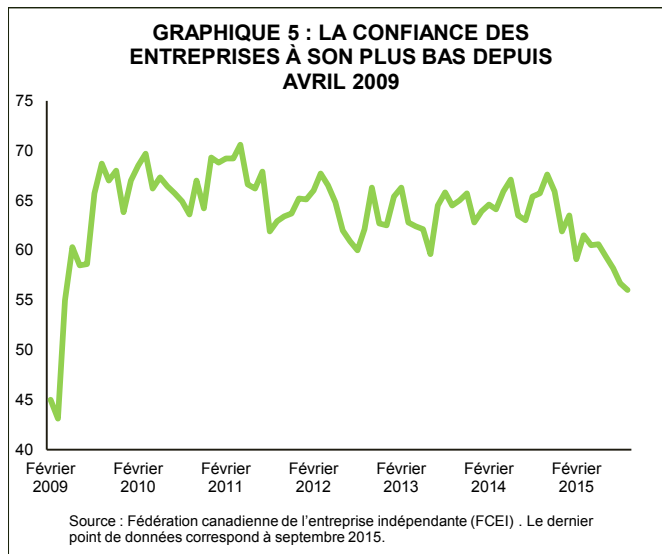
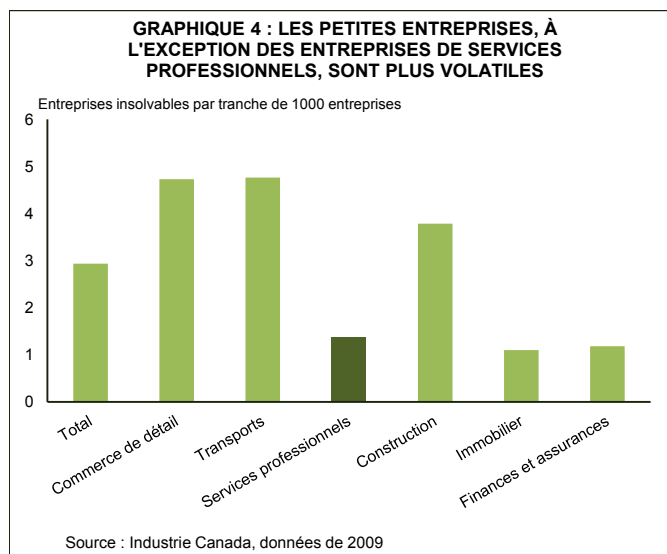
On entend par « résilience » une aptitude à affronter des tempêtes inattendues et à en ressortir indemne, voire plus solide. Pour les petites entreprises, les fluctuations du cycle économique constituent souvent le test de résilience le plus révélateur. Pour reprendre une analogie de Warren Buffet, un repli est un peu comme la marée descendante : lorsque la mer se retire, tout le monde peut voir qui se baigne sans maillot de bain.

Un simple « test du maillot de bain » consiste à examiner les tendances en matière d'emploi durant les périodes de repli. En général, le rendement des petites entreprises sur

le plan de l'emploi est à peu près égal à celui des grandes, avec des fluctuations équivalentes au cours de la période ralentissement de la croissance de 2001 et de la récession de 2008-2009 (la quantité limitée de données nous empêche malheureusement d'analyser des périodes antérieures). Certains signes indiquent une meilleure résilience de l'emploi au sein des petites entreprises. À l'encontre de la tendance historique, la création d'emplois, si elle a quelque peu ralenti, s'est tout de même poursuivie pendant la légère récession de cette année, et une croissance importante a même été observée au sein des petites et moyennes entreprises (graphique 3).

Les données montrent qu'au cours de la période récente en particulier, les petites entreprises, loin d'être à la traîne, ont au contraire offert une stabilité au marché du travail canadien en créant des emplois en dépit d'un contexte économique défavorable. Évidemment, la récession de cette année, plus clémente que les précédentes, n'a pas amené un contexte économique aussi hostile. Néanmoins, les petites et moyennes entreprises ont suivi la tendance générale en se concentrant davantage dans le secteur des services, qui représente maintenant environ 60 % de l'ensemble des emplois des PME, comparativement à 55 % il y a à peine dix ans. Le secteur des services présente généralement une volatilité moins importante, ce qui atténue les fluctuations d'emplois.

Soulignons aussi qu'au cours de la période récente, les petites et les moyennes entreprises ont enregistré la plus forte croissance en matière d'emploi. Aux 43 000 emplois créés par les petites entreprises se sont ajoutés 13 000 emplois créés par les moyennes entreprises (de 100 à 499 employés). Même en faisant abstraction des très petites entreprises



(moins de cinq employés), les PME ont tout de même créé 33 000 emplois au cours du premier semestre. Un rendement solide qui démontre que la croissance de l'emploi n'est pas seulement attribuable à la création d'entreprises individuelles (ce qui aurait pu être mauvais signe, puisque derrière les entreprises individuelles se cachent souvent des personnes mises à pied tâchant de subsister entre deux emplois). Tout porte plutôt à croire que les petites et moyennes entreprises continuent de créer des emplois. Toutefois, comme nous le verrons ci-après, on observe au sein des petites entreprises un effritement considérable de la confiance typiquement associé aux ralentissements (ou contractions) dans le marché de l'emploi. Il reste donc à voir si le rendement relativement solide observé jusqu'ici pourra continuer.

Les entreprises de services professionnels : des survivantes

Être en affaires signifie prendre des risques qui ne rapportent pas toujours. Chaque année, des entreprises ferment boutique et de nouvelles viennent les remplacer. Ce brassage naturel ouvre une nouvelle perspective sur la résilience. Dans l'histoire récente, la récession de 2008-2009 constitue probablement le test le plus probant auquel ont été soumises les entreprises. Pour comprendre le phénomène, examinons les données sur l'insolvabilité pour 2009 (les données pour le ralentissement économique actuel n'étant pas encore disponibles).

Malheureusement, aucune donnée ne nous permet d'analyser précisément la situation des petites entreprises; nous ne possédons que des données sur les différents secteurs (graphique 4). Ainsi, nous ne pouvons qu'analyser les secteurs typiquement associés aux petites entreprises.

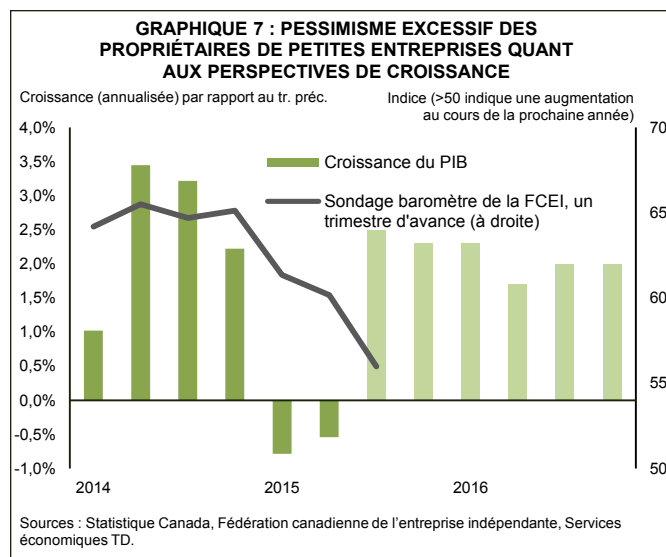
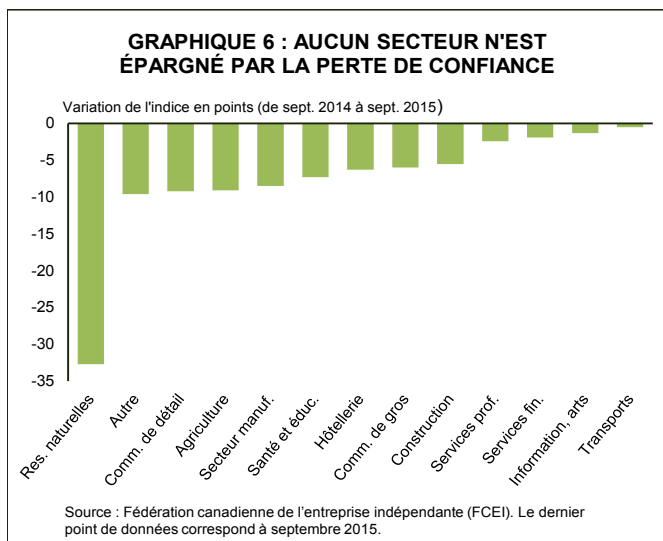
Plusieurs secteurs présentant une forte concentration de petites entreprises ont offert un rendement inférieur à la moyenne en 2009, le commerce de détail et les transports affichant des taux d'insolvabilité relativement élevés comparativement à l'ensemble des secteurs, en particulier ceux des services financiers et de l'assurance (où les petites entreprises sont plus rares).

Certains secteurs typiquement associés aux petites entreprises ont cependant fait preuve de résilience. Le secteur des services professionnels (qui comprend les services techniques et scientifiques) et celui de l'immobilier (qui comprend les services de location et de location à bail) ont tous deux affiché des taux d'insolvabilité bien en deçà de la moyenne en 2009. Sans grande surprise, les données indiquent que les entreprises des secteurs présentant un trait distinctif (comme les compétences spécialisées requises dans le secteur des services professionnels) sont généralement plus résilientes.

La confiance des petites entreprises à la baisse

Si les petites entreprises canadiennes ont fait preuve de résilience face à la contraction de l'activité économique au premier semestre 2015, cela ne veut pas dire qu'elles n'en ont pas ressenti les effets. Loin de là. Comme l'indique l'indice de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), la confiance des propriétaires de petites entreprises a chuté à son plus bas niveau en six ans en septembre 2015 (graphique 5).

Bien que la création d'emplois ait continué à croître au sein des PME, le niveau de confiance a chuté dans l'ensemble des secteurs étudiés (graphique 6), ce qui est tout à fait normal compte tenu de l'importance des petites



entreprises pour l'économie canadienne. Eu égard aux baisses prolongées des prix du pétrole, c'est sans surprise qu'on observe un effritement particulièrement prononcé dans le secteur des ressources naturelles. Comme il fallait s'y attendre, la faiblesse des prix a également entamé l'optimisme des propriétaires de petites entreprises situées dans les provinces productrices de pétrole que sont l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan. Cette faiblesse a entraîné dans ces provinces une baisse de la croissance de l'emploi au premier semestre 2015 (- 0,82 %), alors qu'on a plutôt observé une modeste croissance (0,14 %) dans les provinces où le rôle du secteur de l'énergie est moins prépondérant.

La confiance s'est aussi érodée dans les secteurs non énergétiques, comme le secteur manufacturier, les transports et l'hôtellerie, qui étaient pourtant avantagés par la faiblesse du dollar canadien et des coûts énergétiques. Il s'agit d'une perte de confiance prévisible étant donné le recul du PIB réel enregistré dans chacun de ces secteurs au cours du premier semestre 2015.

De façon générale, l'incertitude que révèle l'indice de la FCEI indique que les propriétaires entretiennent des doutes sur le rendement de leurs petites entreprises au cours des trois ou quatre mois à venir. Un sentiment qui commence à se manifester dans les dépenses d'investissement, comme le suggère la proportion croissante d'entreprises qui ne comptent faire aucune dépense à court terme. En outre, en raison de la dépréciation du dollar canadien, le coût d'achat d'intrants étrangers (des équipements, par exemple) devient une source de préoccupation grandissante pour les entreprises, en particulier pour celles qui s'en remettent essentiellement à l'importation pour combler leurs besoins.

Un avenir plus favorable

À plusieurs égards, les inquiétudes qu'ont exprimées de nombreux propriétaires de petites entreprises dans les sondages de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante naissent de la situation macroéconomique générale. La volatilité des marchés financiers, le recul des prix des produits de base, un lent départ en début d'année aux États-Unis et un contexte de ralentissement de la croissance mondiale ont manifestement marqué les esprits des propriétaires de petites entreprises. L'ensemble de l'économie canadienne a en effet connu une récession au premier semestre, et dans les provinces dont l'économie repose en grande partie sur les produits de base, notamment l'Alberta, la production devrait continuer à régresser. Malgré le faible rendement de certaines provinces, l'économie canadienne devrait enregistrer un regain au second semestre, qui pourrait être marqué par une croissance annualisée d'environ 2,5 % (graphique 7), soit un taux un peu plus élevé que ne le suggère le récent sondage baromètre de la FCEI.

L'analyse des moteurs de la croissance prévue est également de bon augure pour les petites entreprises. On s'attend à ce que la consommation des ménages, stimulée par le paiement rétroactif de la Prestation universelle pour la garde d'enfants au troisième trimestre, demeure stable. Les exportations, qui ont repris beaucoup de vigueur en juin et juillet, devraient tirer profit de la faiblesse du huard et demeurer élevées. Si les petites entreprises exportent généralement moins que les grandes, elles devraient néanmoins profiter de la croissance des exportations, dont les effets se feront sentir tout le long de la chaîne d'approvisionnement. Enfin, on s'attend à ce qu'à court terme, la construction et la demande de logements demeurent fortes et offrent des occasions continues aux courtiers, aux avocats et au florilège d'intervenants du marché canadien de l'habitation. À une solide demande de logements correspond une croissance des ventes au détail, ce qui favorise les commerces indépendants. Par ailleurs, les taux d'intérêt devraient demeurer bas, permettant le maintien des conditions économiques favorables jusqu'en 2017.

Si on analyse la situation par province et par secteur, le portrait est plus nuancé. On prévoit que la faiblesse des économies de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador perdurera puisque ces provinces continueront à subir les effets des faibles prix des produits de base. En revanche, au Manitoba, en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, on devrait observer une croissance relativement solide s'appuyant sur le secteur manufacturier

(qui profitera de la faiblesse du huard). Le secteur manufacturier ne sera pas le seul à bénéficier des récentes fluctuations de change. Le transport et l'entreposage ainsi que l'hébergement et les services de restauration en profiteront aussi, puisque les biens exportés doivent être transportés et que les touristes sont attirés par la faiblesse du dollar canadien. Les services professionnels devraient également afficher une bonne croissance et devraient en outre tirer avantage du fait que la majorité des coûts des intrants sont négociés en dollars canadiens, ce qui accroît davantage la compétitivité des entreprises de ce secteur. À l'inverse, le contexte économique engendré par la faiblesse du huard pourrait être moins favorable aux entreprises des secteurs reposant en grande partie sur les intrants importés (comme le secteur du commerce de détail).

En conclusion

La récession du premier semestre a engendré un contexte commercial difficile pour les petites entreprises canadiennes. Néanmoins, leur proverbiale résilience leur a permis de présenter un bilan positif. Même si le secteur s'en tire bien jusqu'à maintenant, les avis recueillis récemment auprès de propriétaires de petites entreprises font état de leur pessimisme à l'égard des perspectives économiques canadiennes à moyen terme. Il est possible que ces propriétaires aient tendance à regarder dans le rétroviseur plutôt que de se concentrer sur la route devant. Une forte reprise de la croissance, attendue au courant de l'année, devrait profiter aux petites entreprises et dissiper quelque peu le pessimisme ambiant. Les secteurs les plus aptes à tirer parti de la faiblesse du huard et de la relance des exportations, comme les transports, le tourisme et les services professionnels, devraient être particulièrement dynamiques.

Brian DePratto, économiste
416-944-5069

Diarra Sourang, PRM, analyste économique
416-982-2559

Notes

1. Principales statistiques relatives aux petites entreprises, août 2013.

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.